

LE DEVOIR

Le Devoir

ÉDITORIAL, vendredi 4 mars 2005, p. a8

Libre opinion: Épouvantail ou squelette ?

Sasha-A. Gauthier

« C'est la théorie qui décide de ce que nous pouvons observer. » - Albert Einstein

Le 23 février dernier, quatre jeunes députés du Parti québécois ont jeté un pavé qui a ricoché sur la mer idéologique du mode d'accession à la souveraineté. Leur idée oscillant dans une direction déjà annoncée à la suite d'un rapport boiteux rédigé et publié lors de la « saison des idées », nos « trois mousquetaires » plus un (Nicolas Girard, nouvellement élu dans Gouin) ont ainsi tiré d'outre-tombe un débat sur la question des référendums d'initiative populaire, déjà refusés par Bernard Landry en 2000. En effet, cette idée « neuve » avait fait l'objet d'un très court débat puisque les militants étaient très peu enthousiastes devant une telle approche stratégique.

« C'est plus démocratique », disent-ils, puisque la population n'est pas appelée à se préoccuper uniquement du sort de l'indépendance mais aussi de sa date. Sans entrer dans les problèmes logistiques de la mise en disponibilité de ces registres pour 7,5 millions d'habitants répartis sur 1,5 million de kilomètres carrés (soit trois fois la superficie de la France), comment peut-on prétendre que 10 % de la population puisse être plus apte à décider de la date d'un référendum que les 42 ou 44 % d'électeurs ayant voté pour un parti gouvernemental doté d'un mandat clair sur cette question?

In extenso, si cet argument était fondé ou valable, pourquoi limiter cette « initiative » à la seule question nationale? Ne pourrait-on pas signer des registres pour exiger du gouvernement des référendums sur l'abolition de la loi 101, sur la limitation de l'impôt pour les riches (comme en

Californie, laissant l'État dans une incapacité financière insoutenable), voire sur l'abolition de l'universalité des soins de santé et de la gratuité scolaire? Ou, pis encore, sur l'adoption de la Constitution de 1982?

Sans jouer de démagogie, le modèle californien a prouvé que seuls ceux qui disposent des moyens de communication de masse ont le pouvoir d'imposer ce qu'ils veulent aux gouvernements en place. Imaginez alors la radio CHOI à Québec disposant d'une telle arme politique de type populiste...

Aussi séduisante soit-elle, cette position ouvre une boîte de Pandore qui menace la véritable démocratie. Et la véritable définition de cette dernière est le bien commun, non pas le système qui l'interprète ou tranche ses rapports de force. La démocratie ne doit pas être l'otage des groupes de pression organisés et opulents, ce qu'une telle initiative peut permettre puisque seuls ces groupes ont les moyens de l'influencer.

Sans compter que cette position, inspirée d'un passé péquiste oublié, a ironiquement été dépoussiérée par la démarche consultative suivie par le gouvernement du Parti libéral dans le dossier des défusions municipales. Il est pathétique d'observer que ce qui a été dénoncé par notre « vigoureuse opposition officielle » devient désormais la position officielle de députés de notre aile parlementaire sur la question politique la plus fondamentale. Et, aujourd'hui, les mêmes arguments qu'ils ont servis durant des mois aux libéraux lors des défusions se tournent contre eux, victimes de leur friendly fire, pour reprendre la terminologie des « dommages collatéraux ». Pourquoi ce revirement?

Plus grave encore, cette position représente en fait la démission d'un futur gouvernement péquiste sur la question nationale. Pire que les « conditions gagnantes » introduites ipso facto, cette proposition officialise l'attentisme: le gouvernement ne ferait absolument rien avant d'avoir obtenu 750 000 signatures apposées sur de lointains registres. Dès lors, le gouvernement aurait six mois pour organiser un référendum alors que, dans le but de remporter celui de 1995, Jacques Parizeau avait commencé à travailler quatre années auparavant.

Les raisons d'une telle résolution

Pourquoi défendre à cette étape-ci une telle résolution, selon toute vraisemblance totalement opposée aux thèses « Parizeau-Laplante », étant déjà un compromis entre l'élection référendaire et l'actuelle « position relative » des décideurs péquistes? L'objectif d'une telle initiative est de déplacer le centre de gravité au PQ vers l'urgence de ne rien faire du tout en la matière, c'est-à-dire les thèses actuelles des « conditions gagnantes » (l'attentisme sournois) ou ses avatars.

Aujourd'hui, ce « jeune » groupe s'est lui-même identifié comme constituant une troisième voie, cette étiquette annonçant habituellement une vision de compromis entre deux visions antagonistes et permettant ainsi de rallier l'ensemble des gens. [...]

Dans le cas présent, le processus est inverse. En défendant une position radicalement opposée et posée a contrario de tout ce qui a été proposé jusqu'à présent, la fin véritable d'une telle proposition laisse perplexe. Il est évident que les événements, particulièrement d'ordre politique, ne se produisent jamais sans fondement, raison ou calcul.

Reste alors à connaître les intérêts véritablement défendus par nos « jeunes » députés, qui ne sont que de vieux intérêts étapistes. L'incohérence totale entre l'origine de l'idée (libérale) et sa conceptualisation incohérente finale (a contrario au dossier des défusions) le démontre. Il est facile d'ouvrir sans grande conviction un front pour occuper les militants et accepter un compromis auquel ils étaient vendus d'avance. Mais ne nous y trompons pas: en défendant une telle position assurée de mourir au feuilleton, nos jeunes aux vieilles idées ne défendent rien d'autre que l'intérêt de l'étapisme rouillé, corrodé mais ô combien rassurant pour ces députés.

Albert Einstein affirmait: « C'est la théorie qui décide de ce que nous pouvons observer. » On peut examiner cette résolution sous le regard aigu et flou d'une vision particulière et marginale de la démocratie. Mais de l'autre côté de l'ornière, le seul objectif de l'idée d'initiative est de recentrer le Parti québécois vers le maintien de l'étapisme, la démission de l'élite

péquistes envers l'article 1 de son programme et l'espérance en de mythiques conditions venues du ciel.